

ASSEMBLÉE NATIONALE
20 juin 2025

RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC ET SOUVERAINETÉ AUDIOVISUELLE - (N° 1591)

Commission	
Gouvernement	

N° 16 (Rect)

AMENDEMENT

présenté par

M. Caron, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 3

Rédiger ainsi cet article :

« Après le deuxième alinéa de l'article 47-4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sont éligibles à la présidence desdites sociétés les personnes pouvant justifier d'une expérience reconnue dans une société de l'audiovisuel public. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés du groupe LFI-NFP proposent de réserver la présidence des sociétés de l'audiovisuel public à des personnes qualifiées pouvant justifier d'une expérience professionnelle reconnue au sein de la société pour laquelle elles postulent au poste de président. Cet amendement permet de prémunir les sociétés de l'audiovisuel public d'un parachutage politique en garantissant que les candidats au poste de président d'une société de l'audiovisuel public disposent d'une expérience au sein de la société en question. En effet, de trop nombreux dirigeants

de sociétés de l'audiovisuel public ne disposent pas d'un parcours professionnel leur permettant d'avoir une expérience de l'audiovisuel et des métiers qui composent ce secteur. Par ailleurs, obliger les présidents d'une société à disposer d'une expérience au sein même de la société qu'ils dirigent permet de s'assurer que ces présidents auront une fine connaissance des rouages et du fonctionnement de la société en question. Cette disposition est donc une disposition de bon sens permettant de s'assurer que les futurs dirigeants des sociétés de l'audiovisuel public disposent de l'expérience et de la culture des antennes du service public, avec les connaissances et les méthodes déontologiques que cela implique. Cette disposition permettrait également d'éviter le parachutage, et d'asseoir la légitimité des futurs dirigeants de l'audiovisuel public, notamment aux yeux des salariés et des syndicats, facilitant leur prise de poste.